

impérialisme et analyse du capitalisme contemporain

quelques préalables

CHRISTIAN PALLOIX

L'analyse du capitalisme contemporain ne peut progresser qu'à partir de la prise en compte des phénomènes nouveaux qui apparaissent dans le cours du développement historique du capitalisme. Or, il est deux faits majeurs qui interviennent de manière déterminante aujourd'hui dans le procès d'accumulation du capital, à savoir la firme multinationale et la société d'engineering dont les actions sont d'ailleurs étroitement connectées. Il est temps de susciter la réflexion sur l'apparition de ces formes nouvelles, d'opérer les premiers essais de théorisation, ce qui est l'objet des deux textes qui suivent.

Si nous acceptons le fait que le marxisme n'est pas une « exégèse » des textes de Marx, Lénine, Mao Tsé-Toung, et ne peut en aucun cas se limiter à une « lecture », il est nécessaire d'admettre qu'on ne saurait faire entrer le capitalisme contemporain, celui de 1970, dans « Le Capital » dont l'objet est le capitalisme britannique du XIX^{ème} siècle. Si l'appareil conceptuel de Marx et Lénine n'est pas à mettre en question, car cet appareil se situe sur le terrain du matérialisme historique, des lois du développement historique des formations sociales, par contre, il est évident que cet appareil conceptuel n'anticipe pas sur le développement ultérieur du cours de l'histoire, sur les phénomènes nouveaux qui caractérisent aujourd'hui la formation sociale capitaliste dominante par exemple. Ni Marx, ni Lénine n'ont inclus la « firme multinationale », cette réalité essentielle du capitalisme en 1970, dans l'analyse du procès de production, du procès de circulation, du procès de répartition, dans l'analyse de l'Etat ou celle de l'impérialisme. Ils n'ont fait que pressentir ce phénomène à partir de ce qu'ils avaient sous les yeux, le cartel, le trust, le monopole (davantage national qu'international).

Les progrès du marxisme, depuis Marx, ont précisément été constitués par l'inclusion des phénomènes nouveaux du développement historique du capitalisme ou de la transition au socialisme au legs du matérialisme historique de Marx. A chaque fois, le marxisme se construit sur la base d'une connaissance factuelle des phénomènes nouveaux et principaux, et leur théorisation dans le tronc du matérialisme historique. Mais cette connaissance n'est pas une connaissance pour elle-même, elle est une connaissance au service d'une pratique : « transformer le monde » (1).

Le problème, pour les marxistes d'aujourd'hui, est de produire une connaissance réelle – et non illusoire – du capitalisme contemporain afin de peser sur sa contradiction principale, articuler les luttes de classe autour de cette contradiction, et assurer ainsi le « passage » au socialisme.

Or, l'analyse du capitalisme contemporain ne peut être qu'une analyse du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, incluant donc le phénomène de l'impérialisme. Il serait illusoire d'analyser la formation sociale capitaliste dominante en soi, sans la replacer dans son contexte, l'économie mondiale capitaliste dont la réalité ultime est *la firme multinationale*, dont la réalité ultime est *l'internationalisation du capital*.

Une approche « théoriquement concrète » – au sens où nous entendons cette expression (2) – de l'impérialisme et de la formation sociale capitaliste, qu'elle soit dominante ou dominée, n'échappe pas à nombre de questions préalables.

Première question : de quel impérialisme s'agit-il ?

De nombreux auteurs confondent ostensiblement – il suffit de se référer à l'ouvrage récent de Claude Julien (3) ou à celui, plus ancien, de John Strachey (4) – « empire » et « impérialisme » : l'empire romain ou napoléonien s'identifie à l'empire américain. D'autres assimilent impérialisme capitaliste et un prétendu impérialisme socialiste.

La théorie de l'impérialisme ne peut être que celle émanant du mode de production capitaliste, dans les rapports de dominants à dominés, à l'intérieur de l'économie mondiale capitaliste soumise aux rapports de production capitalistes *mondiaux*. C'est l'imposition de ces rapports de production capitalistes mondiaux à l'économie socialiste – si celle-ci n'en prend pas conscience – qui peut faire apparaître les relations de l'économie socialiste avec les économies dites sous-développées d'une nature identique à celles qu'entretiennent ces dernières avec les économies capitalistes dominantes.

Notre but est l'approfondissement de la théorie de l'impérialisme telle qu'elle fut développée par V. I. Lénine dans « L'impérialisme, stade suprême

(1) Cf. Karl Marx, *Thèses sur Feuerbach* (« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais il s'agit de le transformer »).

(2) Soit le niveau du livre III du *Capital*.

(3) Claude Julien, *L'empire américain*, Editions Bernard Grasset, Paris, 1969, 417 p.

(4) John Strachey, *La fin de l'impérialisme*, Robert Laffont, Paris (Problèmes sociaux de l'âge atomique), 1961.

du capitalisme » (5). Nous nous écarterons quelque peu de la définition léniniste qui ramène l'impérialisme à un stade déterminé du mode de production capitaliste, le stade monopoliste (6), puisqu'une des thèses que nous soutiendrons est d'affirmer que l'impérialisme est « co-substantiel » au mode de production capitaliste, quel que soit son stade de développement. Cet élargissement n'est pas descriptif, mais théorique, puisqu'il repose sur les fondements de la théorie léniniste (7).

La *base* de l'impérialisme, à ne pas confondre avec sa « nature » ou son « contenu » de même qu'avec les mécanismes de domination et d'exploitation, c'est la reproduction élargie des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale. Chaque fois que ces rapports de production sont mis en cause, tant en Amérique Latine qu'en Asie ou en Afrique, l'impérialisme des nations capitalistes se mue en interventions politico-militaires sous le couvert de la défense de la « liberté » ou d'une prétendue mission civilisatrice, l'« American way of life ». Il suffit que les rapports de production capitalistes puissent se reproduire librement à l'échelle mondiale pour que l'impérialisme se satisfasse aujourd'hui de cette base matérielle nécessaire à la domination et l'exploitation, car les corollaires en sont la reproduction des inégalités de développement des forces productives ici et là, la reproduction croissante de l'inégalité des échanges (répartition internationale de la plus-value), ce qui sert en fin de compte la reproduction des rapports de production capitalistes dans les formations sociales capitalistes dominantes elles-mêmes. Ainsi, la guerre du Vietnam, du Cambodge, de Palestine n'a pas de base économique en soi : sa seule base est d'assurer la reproduction des rapports de production capitalistes, menacés qu'ils sont par le socialisme, à l'échelle mondiale. Inversement, le capitalisme peut se satisfaire de l'existence de formes socialisantes chaque fois qu'il n'y a pas mise en cause des rapports de production capitalistes mondiaux par ces dernières : cas du Pérou et peut-être (?) du Chili en Amérique Latine, cas de la Yougoslavie, etc.

Seconde question : la vision qu'a de l'impérialisme le prolétariat des pays capitalistes dits sous-développés coïncide-t-elle avec celle du prolétariat des pays capitalistes dominants ?

La vision du prolétariat des pays dits sous-développés s'inscrit dans deux composantes de la théorie de l'impérialisme, la *domination* — qu'elle soit économique, politique, idéologique — et l'exploitation. Les pays sous-développés sont dans un certain rapport avec les pays capitalistes dominants, rapport qui peut s'identifier chez certains théoriciens à un rapport de lutte de

(5) Cf. V. I. Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », (1916), *Oeuvres*, Editions Sociales, Paris, Editions en langues étrangères, Moscou, Tome 22, pp. 201-327.

(6) Cf. les définitions avancées par Lénine, *ibid.*, p. 287 : « S'il fallait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme ».

(7) Cf. « La question de l'impérialisme chez V. I. Lénine et Rosa Luxemburg », *L'homme et la société*, N. 15, 1970.

classes des pays pauvres contre les pays riches (8). Mais ce rapport ne rend pas compte à lui seul de l'impérialisme, car il *masque* la *base* et les *fonctions* de la domination et l'exploitation vis-à-vis du développement des forces productives et des rapports de production dans les formations sociales capitalistes dominantes, ce qui est le lieu de la vision de l'impérialisme par le prolétariat de ces derniers pays. La vision des uns est complémentaire de celle des autres dans la totalité du phénomène. Que le prolétariat ici et là ne soit pas dans le même rapport avec le phénomène qu'est l'impérialisme ne se ramène pas à « un contre-sens historique de la solidarité internationale des travailleurs » selon la thèse d'Arghiri Emmanuel (9), mais contraint à cerner l'impérialisme dans la totalité des rapports qu'il sous-tend.

Par suite, si la stratégie révolutionnaire dans les formations sociales capitalistes dominées et exploitées s'articule étroitement à une lutte anti-impérialiste, ce qui est la voie naturelle de la transition au socialisme dans ces pays, il n'en reste pas moins que la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes dominants ne peut pas être la même, car il faut repérer la forme principale de contradiction mise en place par l'impérialisme pour ceux-ci.

Troisième question : l'approche théorique de l'impérialisme doit-elle se situer, avant toute chose, du côté des pays capitalistes sous-développés, du côté des pays capitalistes dominants, ou à l'échelle mondiale ?

La théorie contemporaine en ce domaine est fort divisée. Si André Gunder Frank part de la réalité du sous-développement (10), P. A. Baran et P. M. Sweezy se penchent sur le modèle de fonctionnement de l'économie capitaliste dominante, alors qu'A. Emmanuel se place d'emblée à l'échelle mondiale (11) divisée en pays à hauts salaires et pays à bas salaires.

C'est oublier, tant chez les uns que chez les autres, ce qu'est l'économie mondiale aujourd'hui et le niveau de ses contradictions.

La contradiction majeure et déterminante du mode de production capitaliste de nos jours, tant au niveau des formations sociales capitalistes dominantes qu'à celui de l'économie mondiale, est la contradiction entre *capital national* et *capital international* de même que celle-ci définit le contenu de l'impérialisme dans les formations sociales capitalistes dominées et exploitées. Que désignons-nous par une telle contradiction ? Aux niveaux les plus apparents, ceux de l'Etat, de la planification, de la régionalisation, de l'industrialisation, de la politique scientifique ou de la politique dite sociale, etc., les objectifs du capital national – notamment dans les pays européens – entrent en conflit avec ceux d'un capital international, capital passant

(8) Cf. Paul A. Baran et Paul M. Sweezy, *Le capitalisme monopoliste – Un essai sur la société industrielle américaine*, François Maspero, Collection Economie et Socialisme, Paris, N. 11, 1968, p. 29.

(9) Cf. Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal – Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, François Maspero, Economie et Socialisme, Paris N. 12, 1969, p. 206 et sq.

(10) Cf. André Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine*, François Maspero, Les textes à l'appui, Paris, 1968.

(11) Arghiri Emmanuel, « Démystifier les antagonismes entre les nations », *Politique Aujourd'hui*, N. 1, 1970, p. 94 : « Je raisonne en termes d'économie mondiale... ».

de plus en plus sous la coupe du capital U. S., qui devient la forme dominante d'existence du capital. Plus précisément, la stratégie du développement des firmes multinationales, dont l'action s'exerce à tous les niveaux de la vie économique, entre en conflit avec l'existence de firmes nationales qui ont défini jusqu'ici, et continuent de définir le rôle de l'Etat, dans les sociétés capitalistes, par exemple.

1 - L'internationalisation du capital

L'analyse marxiste a toujours fait référence, semble-t-il, de manière systématique au concept de capital par rapport à la *nation*. Le concept de capital a toujours été pensé par référence à une propriété formelle, elle-même nationale : capital U. S., capital britannique, français, allemand, etc. Dès que le capital sortait des frontières, il était analysé sous l'angle de l'exportation de capital (Marx, Lénine) sans que celui-ci échappe au capital national dont il était issu. Il est certain que la plupart des marxistes continuent de raisonner sur capital national et exportation de capital dès qu'ils veulent se situer au niveau mondial, dès qu'ils veulent rendre compte de l'impérialisme.

Le capital international ? Ni Karl Marx, ni Lénine, ni aucun théoricien marxiste reconnu n'a jamais employé ce concept pour analyser le capitalisme jusqu'à ces dernières années.

Il n'est en fait que N. Boukharine (12), qui fut longtemps passé par « pertes et profits » par les marxistes, qui ait placé l'analyse de l'impérialisme et du capitalisme sur le double plan, *économie mondiale* et *internationalisation du capital*.

a) Le premier apport de N. Boukharine est de saisir toute économie nationale – l'Etat-nation – comme partie intégrée d'un ensemble plus vaste, celui de l'économie mondiale :

« De même que toute entreprise individuelle est partie composante de l'économie nationale, de même chacune de ces « économies nationales » est intégrée dans le système de l'économie mondiale. Dès lors, il est nécessaire d'envisager la lutte des corps économiques nationaux avant tout comme une lutte entre les diverses parties concurrentes de l'économie mondiale, de la même façon que nous considérons la lutte des entreprises individuelles comme une des manifestations de la vie sociale économique » (13).

L'édification du niveau de l'économie mondiale s'élabore progressivement à travers un marché mondial des marchandises, un marché mondial des capitaux. Le marché mondial des marchandises se construit sur la base première d'« une répartition spécifique des forces productives du capitalisme mondial. Les deux principales subdivisions du travail social passent par une ligne qui sépare deux types de pays et le travail social se trouve divisé sur le plan international » (14). Pour Boukharine, la division du travail social au

(12) N. Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, (1915), éd. Anthropos, Paris, 1967, 178 p.

(13) *Ibid.*, p. 8.

(14) *Ibid.*, p. 13.

plan de l'économie mondiale est la reproduction – conforme à celle du capitalisme concurrentiel dont il reste prisonnier – de la division entre industrie et agriculture, ce qui constitue certes une limite de son analyse. L'apparition d'un marché mondial des capitaux est la suite logique de la constitution d'un marché mondial des marchandises, marché constitué lorsque se réalise la péréquation mondiale des taux de profit :

« De la même façon que se forme, dans la sphère de la circulation marchande, le marché mondial des marchandises, se forme le marché mondial du capital–argent, qui trouve son expression dans l'égalisation internationale du taux d'intérêt et du taux d'escompte. Ainsi, la facteur financier tend, lui aussi, à contribuer au remplacement de la conjoncture économique de tout pays isolé par la conjoncture mondiale » (15).

Plus important pour l'approfondissement théorique est la notation de Boukharine sur ce qui constitue le fondement de ce niveau de l'économie mondiale, à savoir *la constitution et consolidation de rapports de production mondiaux* :

« L'exemple du marché des marchandises nous montre que derrière les rapports de marché se cachent les rapports de production. Toute liaison dans le processus d'échange entre les producteurs suppose que les travaux privés de ceux-ci ont déjà été totalisés dans l'ensemble du travail social. De la sorte, derrière l'échange, il y a la production ; derrière les rapports d'échange, les rapports de production ; derrière les rapports de chose-marchandises, les rapports des personnes qui les produisent.

...

« Dès lors, nous pouvons définir *l'économie mondiale comme un système de rapports de production et d'échange correspondants embrassant la totalité du monde* » (16).

En fonction de l'idée sous-jacente de l'internationalisation du processus de production, N. Boukharine annonce la perspective des travaux théoriques les plus récents, notamment quand il écrit :

« De façon générale, tout le processus de la vie mondiale économique de nos jours consiste à produire de la plus-value et à la répartir entre les divers groupements de la bourgeoisie sur la base d'une reproduction sans cesse accrue des rapports entre deux classes : le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale » (17).

On ne peut qu'être saisi devant la capacité d'abstraction et de théorisation de Boukharine sur la base de la connaissance factuelle de son temps, qui est essentiellement celle de Hobson et de Hilferding.

b) Quant à l'internationalisation du capital, Boukharine découvre son existence formelle dans ce qu'on appelle aujourd'hui « la firme multinationale », dont les formes constitutives sont à l'époque les « cartels et trusts

(15) *Ibid.*, p. 16.

(16) *Ibid.*, p. 17.

(17) *Ibid.*, pp. 45-49.

internationaux ». Il relève ainsi l'existence de la firme multinationale dans les transports, l'industrie extractive et métallurgique, l'industrie électrique, l'industrie chimique, le textile, le pétrole (18). Pour l'auteur, la firme multinationale a sa correspondance réelle dans l'internationalisation du capital :

« Ce processus d'internationalisation, dont l'échange international est la forme la plus primitive, et le trust international le degré d'organisation le plus élevé, a provoqué une sérieuse internationalisation du capital bancaire qui se transforme en capital industriel (par le financement d'établissements industriels) et qui constitue, de la sorte, une catégorie spéciale du capital financier » (19).

Il faut donc remarquer, comme indication méthodologique, que l'apparition du capital financier est à la base de l'internationalisation du capital, de la constitution d'un capital international industriel. La firme multinationale bancaire et financière est le vecteur, le fer de lance de l'internationalisation du capital.

Que désigne le concept de « firme multinationale » par rapport à « firme nationale » au point de vue des rapports formels, des rapports juridiques ? N. Boukharine en définit la constitution « lorsque, grâce à la possession commune de titres et de valeurs, il se crée sur un seul et même objet une propriété collective des capitalistes de différents pays. Il se forme alors effectivement une véritable Internationale dorée » (20).

On ne saurait se satisfaire d'une telle définition, car la firme multinationale n'est pas seulement définie par des rapports juridiques mondiaux, mais davantage par des rapports de production mondiaux. Aussi, l'auteur ne réussit-il pas à nous donner une définition du « capital international ». En effet, *le capital intervient sa sphère constituée dans le champ des rapports de production* non plus nationaux, mais *mondiaux*. Le capital international ne se ramène pas à une apparence formelle, à des rapports juridiques, mais à la mise en œuvre des moyens de production et à leur valorisation en tant que capital (21) par le travail sur la base de l'action des rapports de production, qui ne sont plus nationaux, mais mondiaux, dans la mesure où ils se réfèrent à un système de place et fonctions des agents et moyens de production situés dans un cadre mondial et non plus national. Tant l'ordonnement du capital (ordonnement des machines par exemple) que l'ordonnement du travail vis-à-vis du capital ou l'appropriation de la science par le capital s'effectue sur la base de la stratégie du développement de la firme multinationale, qui est une stratégie mondiale, c'est-à-dire englobant des éléments dominants situés hors du cadre national.

Pour aborder de manière théorique l'internationalisation du capital, il est nécessaire de mettre à jour la stratégie du développement de la firme

(18) *Ibid.*, p. 50.

(19) *Ibid.*, pp. 50-51. Ce point est affirmé de nos jours par R. D. Wolff, *U. S. Banks and the expanding U. S. Empire*, communication au Congrès de Tilburg, *Capitalism in the Seventies*, 1970.

(20) *Ibid.*, pp. 53-54.

(21) On sait que le capital en soi n'existe pas, mais qu'il n'est qu'en raison de sa valorisation par la force de travail.

multinationale, ce que la connaissance factuelle de son temps ne permettait pas à Boukharine, tout comme aujourd'hui, cette connaissance factuelle n'est encore qu'embryonnaire.

Pourtant, nous sommes en droit de soutenir que le concept de « capital international » est bien un concept marxiste. En effet, dès lors que Karl Marx pose le concept de « rapports de production mondiaux » sans le développer certes, sachant que les rapports de production (nationaux) définissent le champ d'action du capital (national), il s'ensuit que les rapports de production mondiaux soulignent nécessairement leur corollaire, la constitution d'un capital international. Par ailleurs, quand Karl Marx note que « le libre-échange, c'est la liberté du capital » (22), il souligne que le libre-échange est le moyen, pour le capital, de briser ses entraves nationales, de se constituer au niveau de l'économie mondiale.

2 - La contradiction capital national—capital international

Là encore, N. Boukharine fait œuvre de pionnier, notamment dans le chapitre VII : l'économie mondiale et l'Etat national. Il est le premier à montrer que l'internationalisation du capital entre en contradiction avec l'Etat national, dont l'existence correspond à celle d'un capital national, ce qu'il analyse comme :

« le conflit entre le développement des forces productives et la limitation nationale de l'organisation productive » (23).

Certes, Boukharine en reste à un niveau intuitif qu'il ne peut véritablement approfondir, et cela dans la mesure où la stratégie du développement de la firme multinationale lui fait défaut, notamment quant aux différents niveaux de sa stratégie et leur interrelation :

- contrôle des ressources énergétiques et matières premières,
- contrôle des immobilisations matérielles, humaines et leur localisation (« nouvelle division internationale du travail »),
- contrôle des filières de production,
- contrôle de la recherche-développement,
- contrôle de l'accès au marché (réseau de filiales),
- etc.

Cette stratégie devient contradictoire, par exemple avec les objectifs d'indépendance nationale (24) de l'Etat-nation, avec l'existence du capital national dont le capital international est par ailleurs un allié. La contradiction

(22) Karl Marx « Discours sur la question du libre-échange », in *Misère de la philosophie – En réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon*, Alfred Costes, Paris, 1950, p. 231.

(23) N. Boukharine, *op. cit.*, p. 102.

(24) Cf. François Perroux, *Indépendance de l'économie nationale et interdépendance des nations*, Aubier-Montaigne, Paris, 1969, 302 p.

capital national—capital international (ou objectifs nationaux face aux objectifs des firmes multinationales) peut s'analyser dans diverses directions :

- l'Etat et la planification,
- les relations internationales de la nation avec ses partenaires,
- la politique monétaire et financière,
- la politique de la recherche scientifique,
- la politique régionale,
- la politique agricole,
- la politique dite sociale,
- etc.

Cette contradiction constitue la base actuelle de l'impérialisme, dans la mesure où celle-ci ne peut se résoudre pour partie qu'en se déplaçant à un niveau qui est celui de l'impérialisme, ou mieux du néo-impérialisme. Au fond des choses, cette contradiction renvoie à la possibilité des rapports de production à dominer l'évolution des forces productives dans les formations sociales capitalistes dominantes. Pourtant, si Boukharine a eu une claire vision de la base de l'impérialisme, il faut considérer que ce qu'il nous livre quant à la nature de l'impérialisme, ses mécanismes, ses effets sont beaucoup plus sujets à discussion dans la mesure où il oscille constamment entre une analyse de type ultra-léniniste ou ultra-luxemburgiste.

En clair, la prise en compte de l'analyse de l'impérialisme nous permet de progresser sur la voie de celle du capitalisme contemporain, placé sous la contradiction capital national—capital international, et dont ne rend absolument pas compte par exemple la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat dont le support reste le capital national.

Faculté de Droit et de Sciences Economiques — Grenoble